



grobiosciences

**Chroniques de la Mission Agrobiosciences  
Café de l'Agriculture du SIA (Salon International de l'Agriculture)**

**Chronique  
février-mars 2006**

# **Le Café de l'Agriculture du SIA lieu de rencontres pour débattre des futurs**

*Jean-Claude Flamant,  
avec le concours de Valérie Péan et de Sylvie Berthier,  
Mission d'Animation des Agrobiosciences*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région  
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PÊCHE



Le Café de l'Agriculture est une institution bien française de nos campagnes. Mais une fois par an, lors du SIA<sup>1</sup>, il s'installe au cœur de Paris sur le stand du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Un lieu de rencontres, d'accueil, de débats et... de dégustations. Du 25 février au 5 mars derniers, une quarantaine de personnalités s'y sont ainsi succédées, invitées par la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA) à éclairer chaque jour les futurs possibles de l'agriculture en France avec leur propre regard.

Défis et espoirs... S'il ne fallait en retenir que quatre, ce seraient les suivants. Défis et les espoirs qui doivent selon nos interlocuteurs porter les projets des acteurs du monde agricole, agriculteurs, techniciens et enseignants :

- \* Se mettre en ligne dans les nouveaux enjeux qui sont ceux du cycle du carbone, dans une perspective de développement durable.
- \* Répondre au besoin croissant de nature et de produits naturels exprimé par la société,
- \* Travailler la production de produits spécifiques dans la diversité des territoires ruraux,
- \* Investir dans les fonction de services – tourisme rural, parcs et jardins, besoins de santé et de nature – qui participent à la cohésion sociale et répondent aux besoins de sociétés désormais citadines.

\* \* \* \* \*

L'agriculture est aujourd'hui confrontée à des défis inédits... Des défis qui engendrent le désarroi. Un sentiment qu'expriment les agriculteurs entendus chaque année sous les platanes de l'Université d'Été de Marciac<sup>2</sup>. Un sentiment de dépossession de leur destin. Pourtant, autour des tables du Café de l'Agriculture, nous avons aussi rencontré et entendu des acteurs du monde agricole, imaginatifs et innovants, porteurs de projets dynamiques. Et si ces défis du futur étaient stimulateurs d'initiatives, générateurs de nouvelles manières de voir, moteurs de nouvelles conceptions de travailler et de produire, initiateurs de nouveaux rapports aux terrains, aux marchés, aux consommateurs au sein, et même au temps qui passe ?

---

<sup>1</sup> Salon International de l'Agriculture, Parc des Expos, Porte de Versailles, Paris. Voir le programme complet du Café de l'Agriculture : <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cafe-agriculture-SIA-2005-6.pdf>

<sup>2</sup> Voir les Actes des Universités d'Été de Marciac sur le site de la MAA : [www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

### ***Vous avez dit durable ?***

Ouverture des débats autour du thème du « développement durable ». A l'évidence, le terme « durable » est banalisé... Tout doit être « durable » ! De telle manière que certains se demandent s'il ne faut pas « en finir avec le développement durable ? »<sup>3</sup>. D'ailleurs que veut dire « développement durable » et comment l'agriculture peut-elle s'y conformer ? Eclairage des ambiguïtés... Certes, il est maintenant possible d'évaluer les caractéristiques d'une exploitation agricole en mobilisant une batterie de critères de « durabilité » : grâce aux travaux des chercheurs et des formateurs, un logiciel va bientôt être disponible et largement diffusé auprès des conseillers agricoles et des formateurs<sup>4</sup>. Mais le concept appelle à se situer dans le champ plus large des préoccupations de la société, notamment au niveau des territoires. S'impliquer dans le « développement durable » ne peut se limiter à opérer des corrections dans les pratiques agricoles en vue d'un plus grand respect de l'environnement : c'est l'analyse du chercheur François Léger qui analyse ce mouvement en plusieurs régions de France. Admettons avec lui qu'il n'y a pas d'opposition entre productivité agricole et équilibres écologiques, et qu'il existe des solutions techniques efficaces qui en permettent la compatibilité. Exemples avec l'élevage intensif des porcs ou pour pallier les risques de ruissellements érosifs dans les plaines et plateaux de grandes cultures du Bassin Parisien. Le problème réside dans les conséquences sociales de la mise en œuvre de ces solutions qui, de fait, excluent certains éleveurs qui ne peuvent pas accéder aux investissements nécessaires aux reconversions. Autrement dit, mettre en œuvre des façons de produire « saines », ne peut pas relever uniquement de logiques individuelles. Ce à quoi font appel nos « témoins » du jour, tout en dégustant des tartines de foie gras « à la pointe du goût » offertes par les élèves du Lycée agricole de Mirande dans le Gers, c'est à une modification totale du regard, à la fois de la part des agriculteurs pour s'engager dans des manières de faire conformes aux souhaits de la société, mais aussi de la société sur son agriculture pour que celle-ci soit non seulement « durable » mais aussi « vivable » pour les agriculteurs. Et ceci ne peut pas se faire sans implications mutuelles dans des rencontres pour débattre des orientations et des moyens. On ne peut pas faire l'économie de projets collectifs dans les territoires.

< Les invités : François Léger, directeur de l'équipe de recherche AIDDA (Approche intégrée du développement durable et agriculture), INA - Paris Grignon ; Jacques Loyat, chargé de mission développement durable auprès du Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche ; François Mathey, chargé de mission, programme national agriculture durable et développement durable, et Kévin Boisset, Etablissement Public National de Rambouillet >

### ***Se préparer au changement climatique***

D'autant que, nous apprennent nos invités suivants, quelque chose va bousculer nos certitudes et nos objectifs : les conséquences du changement climatique ! Autre sujet maintenant largement médiatisé dans l'opinion. Mais quelles conséquences concrètes pour l'agriculture et les agriculteurs ? Les chercheurs nous confirment tout d'abord que le changement climatique est effectif tout au long du siècle passé et que ceci se mesure non seulement par des observations climatologiques mais aussi par des indicateurs biologiques tels que la date de maturité de la vigne ou la vitesse de croissance des arbres. Des bousculements encore avec la progression de nouveaux ennemis des cultures et des forêts, la modification du régime saisonnier des pluies avec des pénuries d'eau estivales marquées. Egalement, et cela

---

<sup>3</sup> Voir sur ce sujet le « Café-débat de Marciac », avec la participation de François de Ravignan : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1627&var\\_recherche=Ravignan](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1627&var_recherche=Ravignan)

<sup>4</sup> par l'Etablissement Public National de Rambouillet

peut être une conséquence intéressante, l'accès de certaines cultures « du sud » à des territoires plus septentrionaux et une productivité plus élevée des forêts des régions tempérées. Diagnostic partagé : l'agriculture et la forêt auront dans le futur un rôle crucial pour les équilibres globaux, que ceux-ci soient de nature écologique, économique ou sociale. Tout particulièrement, il faut être attentif à la question du cycle du carbone : l'agriculture et la forêt se placent là au cœur des enjeux majeurs du futur, parce qu'elles sont fondamentalement productrices de biomasse – l'ensemble de la plante et pas uniquement les grains pour produire du bio diesel ou du bio éthanol - alors que par l'exploitation du pétrole et du charbon fossiles, nous ne faisons qu'exploiter la biomasse (et le carbone) captée au cours des millénaires passés. « *Il faut se préparer à un changement fondamental de perspective !* » C'est le message unanime de nos invités.

< Les invités : Marc Gillet, directeur de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique ; Bernard Séguin, directeur de recherche unité « Agroclim » (INRA Avignon), coordinateur des travaux de l'INRA sur le changement climatique et l'effet de serre ; Claude Roy, délégué interministériel pour la biomasse ; David Treguer, chercheur INRA-INA PG, département d'Economie publique ; Jean-Michel Michez, ingénieur général du GREF, chargé de mission auprès du doyen de l'Inspection de l'enseignement agricole >

### ***Le retour des molécules naturelles***

Autre message fort : « *Il faut revenir aux fondamentaux de l'agriculture : la plante est une usine chimique miniature* », productrice de molécules qui vont satisfaire nos besoins alimentaires ainsi que textiles (coton, lin, etc.), mais aussi de molécules à la fois plus rares et plus sophistiquées à la base de pharmacopées, d'épices pour la cuisine, de teintures, de produits de beauté, de parfums... Toute une gamme de molécules pour des produits utiles au quotidien ! Or le constat des industriels concernés c'est que ces produits « naturels » jusqu'à présent concurrencés pour certains d'entre eux par des molécules issues de l'industrie chimique sont l'objet d'un retour en force, d'une demande nouvelle de la part de la société. Une part croissante de la population attache de l'importance à consommer « naturel », y compris en matière de cosmétiques. L'usine chimique miniature qu'est la plante peut retrouver dans nos sociétés développées le statut privilégié qu'elle avait avant l'ère industrielle<sup>5</sup>. De surcroît, la recherche scientifique et technologique permet d'être plus efficace pour accompagner ce retour à la nature. Et l'exemple d'Angers démontre qu'il est possible de construire un Pôle de Compétitivité d'intérêt « mondial » autour du concept de « végétal spécialisé » - fleurs, légumes et fruits. Des productions, insistent nos interlocuteurs qui présentent un grand avantage : ne pas nécessiter de grosses surfaces. Un flash sur le cas de la lavande de Provence illustre que ce type de plantes et d'agriculture peut avoir des retombées positives sur l'économie d'un territoire, à la fois par les activités qui lui sont directement liées et par les effets positifs d'image : la Provence est intégralement associée par ses visiteurs aux couleurs des champs de lavande et recherchée comme telle. Petites surfaces mais grands effets induits !

< Les invités : Jérôme Quintin, chercheur CNRS, laboratoire de Pharmacognosie, Faculté de Pharmacie de Châtenay-Malabry ; Patrice de Laurens, directeur de l'ONIPAMM (Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales ; Jacques Boccon-Gibod, professeur de physiologie végétale et productions spécialisées à l'Institut National d'Horticulture, Angers >

---

<sup>5</sup> voir Université des Lycéens : « Les plantes, des usines chimiques miniature »  
[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0814&var\\_recherche=usine](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0814&var_recherche=usine)

### ***Paysages : des emplois potentiels***

Belle transition pour aborder les métiers du paysage. Certes, l'agriculture est une activité intimement liée aux caractéristiques des territoires mais son exercice a aussi des conséquences sur le façonnage des paysages. La société devenant de plus en plus urbaine et périurbaine, la ville a besoin de gens qui satisfassent son besoin de nature. La création et l'entretien de parcs et jardins, voilà une activité de nature « agricole » dont l'importance est croissante au sein de la ville. Un besoin impérieux dont nos invités disent qu'il n'y a pas aujourd'hui assez de bras pour le satisfaire. Des emplois potentiels ! Les agriculteurs ne se reconnaissent probablement pas dans cette « agriculture ». Pourtant, les points communs sont nombreux : le travail sur les espèces végétales et leur diversité, la sélection des semences, les rapports aux terrains et aux saisons, l'entretien des surfaces. Et l'enseignement agricole a parfaitement intégré cette composante.

< Les invités : Hervé Honoré, Union nationale des entrepreneurs des paysages (UNEP), Denis Maïer, délégué national de l'Union nationale des associations régionales « Etudes et chantiers » (UNAREC), Marc Joumier, directeur d'un centre de formation professionnelle, Saint-Germain-en-Laye >

### ***Le bois : du chantier à la chaudière***

Tandis que nos papilles sont mises en éveil par une dégustation de safran et de miel proposée par les élèves du Lycée agricole de Beaune-Bellegarde dans le Loiret, nos débats en viennent à la forêt... « *On dit très souvent sur elle des choses erronées* » affirme André Grammont. Il a été le Directeur de l'Espace Rural et de la Forêt au Ministère de l'Agriculture et l'un des principaux rédacteurs de la Loi d'Orientation Forestière<sup>6</sup>. Rappels... Tout d'abord, il ne faut pas dire la forêt mais les forêts, très largement différenciées par les essences, les sols, les facilités d'accès ou encore leur surface. Et puis, la forêt française n'est pas en danger de disparition comme on le dit trop souvent, elle est en progression depuis plusieurs décennies. En revanche, elle est en danger de sous-exploitation en bien des endroits, ce qui conduit à sa dégradation effective. Il faut promouvoir l'usage du bois dans la construction qui réalise ainsi une source efficace de piégeage du carbone, encore faudrait-il que le bois soit préféré au béton, lequel résiste paradoxalement moins au feu que le bois ! En fait, prendre en considération les problématiques de la forêt, c'est accepter d'adopter une autre échelle de temps pour raisonner la « durabilité » par rapport aux rythmes des jours et des ans qui nous sont familiers. Et il me vient en tête combien j'avais été ému de rencontrer et de toucher de mes mains des êtres qui sont vivants depuis trois millénaires, les cèdres de la montagne libanaise. Mais ces mises au point introduisent un changement de perspective : prendre en considération que le chauffage au bois constitue un avantage car il évite le rejet de carbone fossile. Si on gère correctement la pousse forestière, le bilan carbone sera équilibré. Sans oublier que les systèmes modernes d'épuration empêchent aujourd'hui le rejet de substances toxiques dans l'atmosphère. Un choix à faire par les institutions et organismes pour les bâtiments collectifs et publics. Parmi nos invités du jour, une jeune femme chef d'entreprise nous fait d'ailleurs découvrir une autre manière de travailler sur les chantiers d'abattage afin de transformer les déchets et les chutes de bois en plaquettes pour le chauffage. En quelque sorte, un lien direct du chantier à la chaudière.

< Les invités : André Grammont, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, ancien directeur de l'espace rural et de la forêt (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche) ; Christelle Billotte, chef d'entreprise de travaux forestiers >

---

<sup>6</sup> Voir « L'histoire de la forêt » par André Grammont : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0133&var\\_recherche=Grammont](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0133&var_recherche=Grammont)

***Grippe aviaire : relire « La Peste ».***

L'actualité nous confronte à la grippe aviaire. Lors des Etats Généraux de l'Alimentation en 2000, au moment de la deuxième crise de l'ESB, la Mission Agrobiosciences avait formulé l'idée que toutes les conditions étaient réunies pour que se répètent régulièrement de tels événements. Des crises qui, quelle que soit la réalité des conséquences pour la santé humaine, allaient se traduire par des dégâts économiques et sociaux en raison des craintes suscitées. Quelle posture adopter ? *La fièvre des pouvoirs publics est-elle justifiée*<sup>7</sup> ? De fait, prendre en compte les changements de comportements de consommation sur une longue période (à l'échelle d'une génération humaine, par exemple) ne suffit pas : il faut aussi tenter de comprendre les origines et les conséquences des ruptures. Des crises aiguës qui deviennent structurelles, propres aux chaînes alimentaires contemporaines dans un contexte d'abondance des approvisionnements<sup>8</sup>.

Mais revenons-en à la grippe aviaire. Jean-Luc Angot, en tant que vétérinaire et directeur adjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (l'OIE dont le siège est à Paris) est dans une situation privilégiée pour analyser l'émergence et la progression d'épidémies animales qui ont souvent tendance, à terme, à se transformer en maladies humaines. Il souligne que la grippe aviaire a évidemment un contenu pathologique, mais que les réactions qu'elle suscite sont révélatrices de problématiques sociales et économiques mal maîtrisées. En clair, les animaux sont touchés dans leur corps et les hommes dans leur tête. Ainsi, cette épidémie qui a émergé dans les pays en développement pose clairement le problème des relations des pays développés avec ceux-ci. Aussi, l'OIE préconise-t-elle des actions d'appui aux pays en difficulté en matière de santé animale plutôt que de mettre la priorité sur la santé de nos pays développés avec des dépenses énormes qui auraient pu être mieux orientées.

Je fais une proposition : relire « La Peste » d'Albert Camus<sup>9</sup>. Le récit d'une épidémie d'origine animale contre laquelle l'homme n'était pas immunisé au Moyen Age et pour laquelle on ne possède alors pas des instruments de diagnostic et de traitement d'aujourd'hui. Mais s'agissant d'une « grande peur », les réactions sociétales sont-elles si différentes aujourd'hui ? Qu'avons-nous appris depuis ? Réponse de l'expert : la connaissance des virus, bactéries, parasites, etc. et des moyens de lutte et de prévention plus efficaces, ainsi que la capacité de réaction rapide d'une chaîne d'acteurs munis d'outils de diagnostics et de transmission de l'information. Une capacité de réaction rapide certes, mais n'oublions pas que cette diffusion instantanée des images et de l'information propage également les émotions et les paniques au sein des populations d'un bout à l'autre de la planète ! Et là, peut-on vraiment dire que la connaissance scientifique rassure l'opinion ? Evidemment, la science en sait plus sur la nature des agents pathogènes. Et elle peut affirmer qu'une pandémie humaine peut survenir d'ici deux, dix ou cinquante ans. Mais qu'est-ce que ça apporte au citoyen aujourd'hui ? La culture scientifique peut-elle avoir un rôle pour diffuser les connaissances

---

<sup>7</sup> Voir le Café-Débat de Marciac, décembre 2005, avec le concours de Jean-Luc Angot : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1571&var\\_recherche=Angot](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1571&var_recherche=Angot)

<sup>8</sup> Voir Table Ronde de la Fédération Européenne de Zootechnie, août 2001, Budapest : « Le futur de l'élevage à la lumière des crises sanitaires récentes » : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1533&var\\_recherche=Budapest](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1533&var_recherche=Budapest)

<sup>9</sup> A relire aussi : Jean de La Fontaine, « Les animaux malades de la peste », la fable de l'approche politique d'une épidémie

sans pour autant nous donner la fièvre ? Pierre Buffo, directeur d'AviGers, témoigne des conséquences dramatiques pour les éleveurs de volaille d'un système d'information qui crée paradoxalement de l'angoisse plutôt que de la confiance.

< L'invité : Jean-Luc Angot, directeur-adjoint de l'Office International des Epizooties (OIE : Organisation mondiale de la santé animale) >

### ***L'obésité, jusqu'à plus soif...***

Les questions relatives à l'obésité et à ses conséquences sur la santé sont devenues des « marronniers » pour les médias, jusqu'à plus soif du téléspectateur. A en induire des effets indésirables tels que l'orthorexie dont le mécanisme a été parfaitement décrit par Patrick Denoux<sup>10</sup> ! L'idéal serait en fait de manger non seulement « *en confiance* » (la sécurité sanitaire), mais aussi « *pour se faire plaisir* » (le goût) et « *pour se faire du bien* » (être en forme) - tels étaient les thèmes des Etats Généraux de l'Alimentation en 2000 dont ont été déduits des campagnes telles que le Plan National Nutrition et Santé. Dans cette optique, « *Forme en Ferme* » est une initiative particulièrement innovante, qui combine l'activité agricole, l'accueil à la ferme en gîte et des activités physiques qui contribuent à la forme. Ce qui est frappant, dans ce cas comme dans d'autres, c'est que ce caractère innovant est le fait de gens passionnés. Mieux, ces derniers ont non seulement le don de transmettre leur enthousiasme, mais aussi la prudence de ne pas en faire une panacée universelle. Voici certainement le bon exemple d'un « signal faible », avec les Groupements d'Employeurs, les Jardins de Cocagnes, les AMAP, etc. dont l'écoute est essentielle pour concevoir ce que peuvent être les futurs.

< Les invités : Daniel Nairaud, directeur du Conseil National de l'Alimentation (CNA), Jean-Louis et Dominique Colas, réseau « *Forme en Ferme* » >

### ***De nouveaux champs d'insertion***

Groupements d'employeurs... Une formule peu connue du grand public alors que son succès est réel. Plus que d'autres secteurs économiques, le monde agricole et rural s'est emparé de cette formule dont les textes réglementaires ont été publiés il y a déjà 20 ans. L'idée ? Combiner l'intérêt des entreprises par la mutualisation des compétences de salariés au niveau local, avec la sécurisation d'emplois jusqu'alors précaires et peu qualifiés. Et ce avec une préoccupation de l'insertion et de la formation fortement présente. Toute l'originalité de ces dispositifs est là : s'organiser par groupes de trois à dix agriculteurs dans le cadre d'associations « ad hoc ». Les Jardins de Cocagne sont représentatifs d'un état d'esprit de réponse au besoin d'ancrage au niveau local et de proximité entre producteurs et consommateurs. Leurs chantiers d'insertion sont spécialisés dans la production et la distribution de paniers maraîchers commercialisés aux citoyens. En ce sens, soulignent nos invités en réponse à une question du public, il y a convergence avec le mouvement des AMAP en progression constante. Mais quel est le poids réel de telles initiatives sur la création d'emplois ? Pour les intéressés, elles renforcent surtout la cohésion sociale au niveau local. Autrement ne nous focalisons pas trop sur des mesures purement quantitatives. C'est la mise en place progressive de formules originales d'organisation qui permet de capitaliser les leçons des expériences et d'en déduire des bonnes pratiques.

< Les invités : Jean Dalichoux, ancien Secrétaire général du Comité national de coordination et d'évaluation des Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ; Alain Pirot, Laser Insertion (association nationale pour l'insertion par l'activité économique en secteurs agricole et rural ; Jean-Guy Henckel (Réseau Jardins de Cocagne) >

---

<sup>10</sup> Voir Colloque du Conseil National de l'Alimentation, Toulouse, décembre 2004 : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1284&var\\_recherche=CNA](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1284&var_recherche=CNA)

## *Affaires de goût*

Gastronomie moléculaire... Etonnante association de mots pour formuler un nouveau concept. En fait, face à des lycéens des métiers de la restauration collective médusés et enthousiastes, il s'agissait là de la rencontre entre l'esprit expérimental d'un chercheur physico-chimiste (Hervé This) avec la créativité d'un cuisinier (Pierre-Dominique Cécillon). Entre la chimie et l'imagination. Un « assemblage » auquel s'ajoute, lors de la conférence suivante, l'analyse sensorielle et ses mathématiques sophistiquées pour analyser les tests gustatifs. Et en la matière, la France, haut lieu de la gastronomie, est aussi le pays qui héberge une des trois meilleures équipes de recherche au monde. Reste que le coût de la constitution de « panels » de consommateurs est tellement élevé que seuls les grands groupes agro-alimentaires ont les moyens de les mettre en œuvre et d'en exploiter les résultats. Il s'agit même de « secrets industriels ». Alors, ne faudrait-il pas travailler à des formes de mutualisation de ces méthodes au service de groupes de PMI, voire au service des collectivités ? Car il ne suffit pas que les menus soient diététiquement équilibrés pour satisfaire les enfants des cantines scolaires et leurs parents.

< *Les invités* : Hervé This, chercheur physico-chimiste, INRA (direction scientifique « Nutrition humaine et sécurité des aliments ») ; Pierre Dominique Cécillon, Président de l'International-Club « Toques Blanches », créateur de l'école de cuisine « L'Académie des cinq sens » ; Marc Danzart, Département « Sciences des Aliments », équipe « Analyse sensorielle, sensométrie », Ecole nationale des sciences de l'industrie agricole et agroalimentaire (Massy) >

## *Terroirs sans frontière*

La cuisine, le goût... mais avec quels produits ? Où l'on évoque le goût des terroirs, et même le goût pour les terroirs ! Certains produits – et notre pays en est particulièrement riche à l'échelle du monde – tirent leurs atouts des caractéristiques des terroirs. Une matinée sous le signe de l'Aveyron avec une dégustation de saucissons produits par le lycée agricole de Villefranche-de-Rouergue, accompagnée de tartines de foie gras au miel. Le cas du fromage de Laguiole est illustré de manière particulièrement éloquente par André Valadier. Grâce aux ingrédients humains et biotechniques qu'il a su patiemment assembler depuis trois décennies, il nous annonce avec fierté que des clients américains sont venus à Paris pour lui acheter plusieurs centaines de kilos de Laguiole à destination de Boston et de Seattle et autres grandes villes des USA. Ils lui ont expliqué qu'il existe des consommateurs américains – une part croissante d'après eux – qui savent apprécier sans complexe de tels produits ayant de la personnalité et qu'ils veulent pouvoir en acheter couramment. Et Alexis Krycève, Alter Eco, aurait pu témoigner aussi de l'intérêt suscité dans le public français par les produits du commerce équitable qui, quoique venant de loin n'en ont pas moins une personnalité particulière qui fait la différence avec des produits « standards »<sup>11</sup>. Une question fondamentale cependant : à quelles conditions les points de vue « citoyens » peuvent-ils se traduire en actes d'achats ? Des produits qui tirent leur intérêt des caractéristiques des terroirs, mais inversement commente André Valadier des terroirs qui bénéficient de l'image liée à la réputation de leurs produits. Où l'on retrouve le cas exemplaire de la lavande et de la Provence, avec un retour significatif en termes d'emplois induits sur le territoire, par les produits dérivés mais aussi par le tourisme, grand atout des territoires ruraux, et donc gisement de richesse pour le monde agricole et rural. Le tourisme rural, on va y revenir.

< *Les invités* : Jean-Louis Rastoin, chercheur économiste, directeur de l'Unité de recherche MOISA (« Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs »), Ecole nationale supérieure

---

<sup>11</sup> Voir Café-Débat de Marciac, juin 2004 :

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0923&var\\_recherche=Kryceve](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0923&var_recherche=Kryceve)

agronomique de Montpellier ; André Valadier, Président de la coopérative « Jeune Montagne », vice-président de l'INAO >

### ***Le rural, moteur du tourisme***

En ce dimanche final du SIA, les débats du Café de l'Agriculture sont consacrés au tourisme rural accompagnés de dégustation de différents types de Champagne présentés par les enseignants et élèves du Lycée agricole d'Avize. Cette activité peut constituer une nouvelle ressource pour les agriculteurs et le monde rural. Capter une part de la croissance régulière du nombre de nuitées en France, telle est l'ambition, bénéficier de l'image positive de la France et des campagnes françaises dans le monde avec une professionnalisation des fonctions d'accueil et de services, voilà un futur possible ! « *L'avenir des territoires ruraux est dans le tourisme* » déclare Marc Guérin qui suit de près cette question au sein du CEMAGREF. En fait, souligne Yannick Fassaert, vice-président des gîtes de France – un autre agriculteur passionné – le tourisme classique n'a pas beaucoup progressé au cours des dernières années, c'est le tourisme rural qui a assuré la croissance du tourisme français. Aux agriculteurs de s'emparer de cet atout !

< Les invités : Marc Guérin, chef du département « Gestion des territoires du Cemagref, rapporteur pour le Conseil National du Tourisme de « Le tourisme, outil de revitalisation des territoires ruraux et de développement durable » ; Yannick Fassaert, agriculteur, membre de la commission permanente du tourisme rural et vice-président de la Fédération des Gîtes de France >

### ***Enseignement agricole : quand les jeunes Européens se jouent des langues***

Retour sur un événement important qui s'est tenu au Café de l'Agriculture, l'accueil d'une quarantaine de jeunes réunis pour le « *Forum des jeunes pour l'enseignement agricole* ». Un rassemblement désormais annuel de jeunes provenant de nombreux pays de l'Union Européenne, mais aussi de futurs Etats membres (Roumanie), voire de contrées aux portes de l'Europe (Ukraine). Un rassemblement qui provoque toujours « *une forte émotion* » pour Catherine Marin, l'un de nos « grands témoins », qui a travaillé à Bruxelles dans le Programme Leonardo da Vinci visant à faciliter ces échanges et ces mouvements. Un sentiment renforcé par la fascination qu'exerce le jeu des langues, qu'il s'agisse d'écouter la langue roumaine, de constater l'excellente maîtrise du français par une Ukrainienne ou de l'anglais par une Slovène.

Ces jeunes s'expriment en témoins des évolutions de l'agriculture et des besoins alimentaires de leurs pays respectifs. Ils mettent en lumière l'intervention de phénomènes de même nature. Ils nous confirment que l'arrivée de produits du reste du monde sur les étals de la grande distribution est un phénomène général, dans les anciens comme dans les nouveaux pays de l'Union Européenne. Le vin en est un bon marqueur en Hongrie ou en Roumanie tout comme en France, avec ces produits venant du Chili, d'Australie et autres régions du nouveau monde. Autre tendance générale, la pression vers des prix bas, plus particulièrement dans les nouveaux pays de l'Union Européenne où les consommateurs découvrent d'autres possibilités de choix dans un contexte de faible pouvoir d'achat. S'impose aussi le souci généralisé de la sécurité sanitaire des aliments, associé aujourd'hui aux craintes relatives à la grippe aviaire qui provoque partout un processus de baisse des ventes, que ce soit en Roumanie ou en Hongrie.

En écoute, Norbert Somogyi, ancien attaché agricole à l'ambassade de Hongrie à Paris, commente que la nécessaire adaptation de l'agriculture et des structures agricoles d'un pays tel que le sien se fait à marche forcée, alors que les évolutions se sont déroulées sur cinquante ans en Europe occidentale. Quinze ans après le changement de régime, on a parfois l'impression que tout reste à faire. Sans oublier que l'agriculture française continue à se transformer. « *Pourrons-nous vous rattraper et à quel prix ?* ».

Autre caractéristique commune aux pays d'Europe, l'option en faveur de produits spécifiques pour soutenir l'agriculture des pays de montagne, en Slovénie comme dans les massifs de France ou d'Italie, dans des régions qui ont traditionnellement été peuplées (ou le sont encore) et qui ont généré une gamme extraordinaire de produits à forte personnalité. Un atout par rapport aux « produits standards » des pays caractérisés par une faible densité de population, un foncier à faible coût et de vastes structures de production. Enfin, s'exprime l'émergence, tout particulièrement dans les pays d'Europe occidentale, de nouvelles préoccupations concernant l'environnement « vert » des régions fortement urbanisées.

Alors, dans ce contexte, qu'en est-il de l'enseignement agricole ? L'écoute de ces jeunes les révèle pleinement impliqués dans les projets professionnels qu'ils ont choisis. Mais derrière la diversité des cursus, un facteur structurant se manifeste de manière généralisée, ce que l'on appelle le « processus de Bologne » qui conduit à une harmonisation de l'organisation et du contenu de l'enseignement dans les différents pays. Pour les jeunes présents à Paris, la possibilité qu'offrent leurs programmes d'enseignement d'aller « *voir ailleurs* » est vraiment appréciée, mais avec le souci de revenir au pays pour transformer ces acquis au bénéfice du développement.

### ***Quand l'enseignement agricole tire les leçons des mutations du monde rural***

Conversation avec François Grosrichard. Ancien journaliste du Monde, il est chargé par le Ministre de l'Agriculture de conduire une réflexion sur l'éducation et la ruralité. Un tour d'horizon des questions que l'on se pose aujourd'hui sur le système français d'enseignement agricole dont on se plaît à souligner les spécificités et l'efficacité. Un système d'enseignement à propos duquel on peut formuler une critique : il est lié à un secteur qui ne concerne qu'un nombre de plus en plus réduit d'agriculteurs. Mais, premier constat, on ne peut réduire l'enseignement agricole à la seule formation de producteurs de matières premières agricoles et forestières. Je commente à François Grosrichard ce que j'ai entendu au cours des jours précédents : les évolutions de l'économie et de la société font de l'agriculture un secteur d'activités où se jouent des défis majeurs pour l'avenir. Les agriculteurs et les acteurs de l'agriculture sont au cœur des enjeux sociétaux de demain.

Dès lors, plutôt que de mettre en cause le principe d'un enseignement « agricole », envisageons les domaines dans lesquels celui-ci doit exceller. Inventaire rapide par François Grosrichard (outre « l'ingénierie » et la gestion des productions agricoles et forestières) : l'alimentation, sa sécurité et les conditions d'obtention des produits ; les caractéristiques et la dynamique des territoires ruraux, la qualité de l'environnement à l'échelle locale, l'organisation de services en milieu rural ; la participation à la satisfaction des nouveaux besoins énergétiques dans un contexte de moindre disponibilités en énergie fossile et de réduction des rejets de carbone (biocarburants, agro matériaux notamment).

En ce sens, l'agriculture qui a pu être vue comme « un problème », source de pollution de l'environnement et d'une dégradation de la qualité des aliments, constitue « une solution ». Elle s'implique alors dans une approche du développement qui privilégie les processus biologiques et qui accorde une importance majeure à la qualité des agro écosystèmes dans les territoires.

Ce qui serait donc à promouvoir, c'est un enseignement qui permette la réalisation de cursus diversifiés, adaptés à différents types d'enjeux et selon les caractéristiques des territoires, et ajustés aux évolutions des métiers et à l'émergence de nouveaux besoins. Mais, ce système doit assurer aussi en son sein des incursions et des débats sur les grands sujets de société concernés, en adoptant une posture d'écoute d'acteurs engagés.- économiques, politiques, associatifs – qui permette de bien mesurer et analyser le contexte des connaissances enseignées. Une expérience originale à revisiter, celle des Professeurs d'animation socioculturelle dont on célèbre le quarantième anniversaire de la création lors d'un Colloque national début avril à Paris.

### *Que retenir de tous ces échanges ?*

Une fois refermées les portes du Café de l'Agriculture, que retenir de tous ces débats, de ces échanges ?

Finalement, le désarroi du monde agricole, les interrogations sur les conséquences de décisions prises ailleurs, le sentiment de dépossession du destin exprimé à Marciac et à répétition, n'ont pas constitué la tonalité majeure des débats du Café de l'Agriculture. C'est un peu comme si l'on avait voulu démontrer que la crise stimule la créativité et prépare de nouvelles manières de faire, de nouvelles composantes d'une politique agricole... Car de toute manière, une politique agricole est indispensable, tout comme la formation et l'enseignement constituent des clés indispensables pour former les compétences nécessaires aux nouveaux métiers. Ce n'est pas seulement d'une question quantitative d'emplois dont il faut parler, mais bien de qualification et de métiers qu'il s'agit.